

Conscients de notre responsabilité dans un scénario d'une telle ampleur, nous avons décidé d'unir nos efforts pour réfléchir et partager, avec nos collègues et organisations sœurs, nos préoccupations, nos propositions et nos suggestions d'action.

Pour une nouvelle gouvernance mondiale fondée sur les droits universels et la justice sociale TRAVAILLEURS face à la situation et à la post-pandémie

Nous vivons une crise sanitaire profonde qui a déjà des conséquences économiques et sociales tragiques pour l'humanité, en particulier pour les régions les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Les dynamiques déconcertantes inhérentes à la pandémie s'ajoutent aux situations qui ont précédé la crise dans la sphère multilatérale. La somme de ces faits apporte encore plus de clarté sur la vulnérabilité de la mondialisation néolibérale et le manque de gouvernance mondiale.

Tout ce scénario a exposé la réalité sociale de nos peuples, exposant de vastes secteurs invisibles, les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas couverts par les mécanismes de protection sociale, deviennent plus visibles et demandent l'attention qu'ils méritent. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre total d'heures de travail sera inférieur de 10,5% à celui d'avant la crise provoquée par COVID-19, ce qui équivaut à la perte de plus de 305 millions d'emplois formels à temps plein.

Comme il est caractéristique de l'étape actuelle du capitalisme, cette crise affecte de manière plus dramatique les femmes, ainsi que les minorités et les groupes vulnérables : noirs, jeunes, indigènes, immigrés, population LGBTIQ+ et personnes âgées. Les secteurs économiques hégémoniques imposent déjà plus de travail précaire et du retrait des droits sociaux. En fait, beaucoup ont déjà utilisé la pandémie comme prétexte pour abaisser les protections et les droits sociaux, et la faim et la pauvreté sont en augmentation dans de nombreux pays.

Les conditions de production se déroulent aujourd'hui dans des chaînes de production mondiales avec déjà des millions de travailleurs et de sous-traitants dans des conditions précaires ou exclus des marchés du travail. Dans ce scénario où les avances du capital capturent les démocraties au profit de ses intérêts, l'automatisation qui a déjà lieu dans plusieurs lieux de travail défie la classe ouvrière.

Les impacts de ces avancées technologiques seront également inégaux selon la position que les pays occupent dans les chaînes de production mondiales, affectant plus sévèrement les pays où le niveau de développement et d'accès aux nouvelles technologies est plus faible et où il y a une plus grande exploitation de la main donc générant plus de pauvreté dans les pays périphériques.

Nous venons de décennies d'hégémonie mondiale de l'ultralibéralisme économique, qui prône un récit individualiste, anti-public, anti-étatique, anti-syndical et anti-social. Les politiques néolibérales d'extrême droite et les coups d'État ont conduit à de nombreuses ruptures qui attaquent et sapent la démocratie. La pandémie a aussi montré la montée d'un nationalisme croissant qui s'oppose à l'action de coopération mondiale nécessaire pour affronter collectivement ce virus et ses conséquences.

L'ère inaugurée par les gouvernements de Thatcher, Reagan et par différentes dictatures en Amérique latine, et plus tard renforcée par le consensus de Washington, a conservé nombre de ses prémisses jusqu'à nos jours et a subi une mutation d'une « révolution » néoconservatrice à un « libéralisme pseudo-progressiste » générant ainsi une accélération, jamais vue dans l'histoire, d'une énorme concentration de richesses et d'inégalités.

L'expansion de la spéculation financière au détriment de l'économie réelle a généré une crise mondiale du système économique, qui a entraîné la perte de millions d'emplois. La crise générée par le COVID-19 représente une nouvelle opportunité pour changer le cours de ces politiques économiques qui se sont avérées avoir échoué.

Le système financier international prépare ses stratégies pour l'après-pandémie et nous savons que ces stratégies viendront concentrer encore plus de richesses et de revenus. Il est bon de se rappeler que lors de la crise de 2008, les États ont sauvé les banques et après cela, les banques ont à nouveau étouffé les États.

Notre première tâche reste de sauver des vies et de protéger les emplois et les revenus. Mais en même temps, nous avons un besoin urgent de signaler et de construire des alternatives différentes des propositions de ceux qui commandent le système. Des alternatives qui ouvrent des voies qui mènent effectivement à la promotion d'une plus grande justice sociale et à la lutte contre les inégalités et les injustices.

Nous n'arriverons à un redémarrage équitable que si chacun a une voix dans la définition des choix que nous ferons pour construire un autre monde encore possible. Aujourd'hui plus que jamais, cette construction collective est nécessaire, car même des engagements tels que l'Agenda 2030 sont menacés et l'humanité risque de ne pas pouvoir inverser les innombrables revers économiques, environnementaux et sociaux aggravés par la pandémie de COVID-19.

Il existe un consensus sur le fait que le monde ne sera plus le même après la pandémie, mais ce monde pourrait être meilleur ou bien pire que l'actuel, selon la corrélation de forces qui vient de s'établir. À cet égard, nous présentons des propositions qui doivent être mises en œuvre immédiatement pour garantir que nous pouvons surmonter la pandémie à l'échelle mondiale et promouvoir la justice sociale envers les peuples :

1. Pour le droit à la santé en tant que droit humain et pour la rupture des brevets

- Pour le droit à la santé en tant que droit humain et pour la suspension des brevets sur les vaccins et médicaments contre le COVID-19. Pour le transfert efficace de technologie et de fournitures qui permettent aux pays de produire les vaccins et les médicaments dont ils ont tant besoin. Que cela se fasse à travers les mécanismes prévus dans les lois nationales ou au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec la garantie d'un accès universel et immédiat aux vaccins et autres éléments.

2. Par un autre modèle de développement

- Développement durable avec démocratie efficace, transition juste et mesures d'urgence pour sauver des vies, protéger les emplois et les revenus. Des propositions de reconversion industrielle qui prennent en compte la durabilité et un système de production qui garantit la confrontation des crises climatiques et environnementales qui sont causées précisément par les modes de production, de consommation et de distribution actuels ; Conversion de l'industrie militaire en industrie civile, durable et non armée pour construire les droits, la démocratie, la coopération et la paix ;

- Ajustements nécessaires des systèmes réglementaires, fiscaux, de protection sociale et du travail pour inclure les exclus ;

- Fin des privatisations et garantie de services publics de qualité et universels tels que la santé et l'éducation ; un modèle d'État avec des investissements publics qui protègent les personnes et l'annulation et la renégociation des dettes des États afin que les crises de paiement ne limitent pas la réponse essentielle à la santé et qui ne remette pas en cause la croissance économique dans une perspective de gains partagés et non d'une plus grande concentration des richesses ou des revenus ;
- Des systèmes fiscaux plus justes et la création de taxes sur les services numériques pour les géants de la technologie, les grandes fortunes, les transactions financières et les gros profits. Aucun financement de sauvetage ne devrait être accordé aux entreprises qui continuent à opérer dans des paradis fiscaux.

3. Pour des emplois décents et des droits complets

- Accès à des emplois décents, des droits, une protection sociale et des revenus. Pour des filets de sécurité sociale universels et des revenus minimum garantis. Mettre en œuvre immédiatement des plans d'investissement pour récupérer des millions d'emplois perdus ou à risque ;
- La reconnaissance des emplois essentiels, souvent non rémunérés ou sous-payés, comme ceux de l'économie des soins et la garantie des droits des travailleurs dans les nouvelles formes d'emploi liées à la numérisation et aussi dans le télétravail ;
- Que les avancées technologiques se traduisent par une réduction du temps de travail à salaire égal, maintien de l'emploi et non à la réduction des emplois, à la précarité et à l'exclusion.

4. Pour un nouvel accord de gouvernance mondiale

- Le respect des engagements assumés par les États qui permettent un développement durable. Changement de l'ordre international et redéfinition du multiculturalisme avec un nouvel accord de gouvernance mondiale ;
- Des accords et instruments mondiaux efficaces et contraignants basés sur les normes et les droits de l'OIT, tels que la liberté et l'organisation syndicale, en plus de la négociation collective pour mettre fin aux violations des droits humains dans les chaînes de production mondiales et l'agenda transnational qui ne servent que les intérêts du capital ;
- Fin des embargos et pour l'intégration des peuples. La garantie des droits de l'homme et des scénarios de paix est essentielle pour un redémarrage équitable sans violence ni guerre.
- De nouvelles règles commerciales mondiales encadrées par le développement durable, la promotion des droits de l'homme universels et la mise en place de structures, de politiques, de procédures et de ressources dans tous les accords et traités à négocier qui garantissent la participation concrète et effective des partenaires sociaux et de la société civile organisée.